

Thierry Paquot philosophe de l'urbain

Vous êtes « philosophe de l'urbain », comment travaillez-vous avec les urbanistes ?

Le « philosophe de l'urbain » questionne philosophiquement l'urbanisation, dans toutes ses formes, c'est dire s'il confronte ce qu'il observe aux notions et concepts que la philosophie occidentale née, faut-il le rappeler, en ville, à Athènes, lui propose. Mais la philosophie ne consiste pas seulement à rendre intelligible une situation, un sentiment, un comportement, un problème, c'est également un « art de vivre ». Aussi, le « philosophe de l'urbain » se doit de tenir ces deux dimensions : théoriser d'un côté et de l'autre, inventer une manière d'être... Je suis rarement associé à une équipe qui conçoit une opération urbaine ou élabore un projet d'urbanisme, contrairement à d'autres collègues philosophes (comme Chris Younès, par exemple, qui répond à des concours en compagnie d'architectes et d'urbanistes), mais je participe à des jurys (concours d'architecture, marchés de définition, diplômes d'architecte). J'assure depuis plus de dix ans à l'Institut d'urbanisme de Paris un enseignement de « Philosophie de l'urbain » dans lequel je questionne la citadinité, l'aménité, l'urbanité et bien d'autres notions philosophiques qui ont à voir avec le « fait urbain », et surtout j'invite les étudiants à comprendre ce qu'habiter signifie et à le distinguer de l'habiter. Habiter relève de l'existentialité alors que l'habiter fait appel aux conditions socio-culturelles du fait de résider quelque part plutôt qu'ailleurs,



parfois même dans de l'inhabitable... Avant, j'enseignais dans une école d'architecture et dans des écoles d'ingénieurs (les Ponts et Centrale). J'ai ainsi touché pas mal d'étudiants, certains me tiennent au courant de leur trajet et m'expliquent en quoi ils se servent de la philosophie. À dire vrai, la philosophie recherche l'unité de quelque chose, or les praticiens sont contraints à n'étudier qu'une question à la fois ou à ne traiter que d'un aspect d'un problème. Avec la philosophie, c'est un peu la « transe-disciplinarité » qui arrive dans un métier très cloisonné. J'écris « transe » comme les anthropologues qui étudient les rites de dépossession, car il s'agit de se déposséder de son savoir au contact d'autres savoirs avant d'y revenir, donc de se mettre en transe ! Avec mes ouvrages, j'espère intéresser les professionnels et ainsi les amener à la philosophie. Quand je me lance dans la rédaction d'un nouveau livre, c'est pour penser les conséquences existentielles importantes d'un thème apparemment banal, comme avec *Le Toit, seuil du cosmos* qui veut compren-

dre à quoi correspond la symbolique du toit à l'heure de la mondialisation des matériaux et des structures porteuses (le toit-terrasse et la tôle ondulée, si vous préférez, pour aller vite), ou avec *La folie des hauteurs*, dans lequel je dénonce le gaspillage énergétique qui préside à l'érection d'une tour (aciers spéciaux, vitrages sophistiqués, ascenseur coûteux...) et prône des habitats compacts et jardinés, à « haute qualité existentielle » (HQE).

Nous sommes passés de la ville à l'urbain, quelles en sont les raisons ?

Les transformations de l'agriculture (mécanisation, remembrement, mono-production, internationalisation des filières de l'agro-alimentaire, usage intensif de la chimie...) tout au long du 20^e siècle ont stimulé l'exode rural, entraînant une urbanisation (avec et sans villes) et ce à l'échelle planétaire. De nouveaux regroupements humains inédits se sont manifestés (*gated communities, urban sprawl, edge city, boom-burbs...*) qui ne privilégient pas « la ville » (à l'europpéenne, c'est-à-dire de

taille raisonnable, pédestre, accessible et gratuite à chacun...) ou qui en modifient la forme et l'esprit, comme la mégalopolisation ou la métropolisation. À l'échelle planétaire, nous dénombrons en ce début du 21^e siècle plus de 500 agglomérations de plus d'un million d'habitants, certaines – les « mégacités » – dépassant les dix millions. Cela pose autrement les questions des transports, du traitement des déchets, de l'approvisionnement en eau et en énergie et en biens alimentaires, en équipements collectifs, du « vivre-ensemble », de la démocratie locale, etc. L'urbain généralisé enveloppe ces différentes formes urbaines que sont la ville à l'ancienne (avec un centre bien marqué, des faubourgs et des périphéries), les lotissements pavillonnaires sans urbanisme, les villages-dortoirs, les enclaves résidentielles sécurisées, etc. Les citadins vivent dorénavant dans un milieu urbain poly-centralisé où s'entremêlent, de façon désordonnée, nature, bâti et virtuel. L'urbaniste doit tenir compte de ces paradoxes et non pas se contenter d'imposer des normes et des règlements inadaptes...

S'agit-il d'un processus inéluctable d'homogénéisation de la planète ou des différences peuvent-elles persister ?

Ce qui me paraît irréversible est la disparition de l'opposition ville/campagne (ce que représente chacun de ces termes n'existe plus), mais malgré la globalisation et son cortège de situations standardisées (l'architecture

des gares, des aéroports, des hôtels, des musées, des *waterfronts*, des *gated communities*, des autoroutes, des centres commerciaux...), je remarque des rejets, des résistances, des alternatives, tant dans les formes que dans les usages et les principes. Par ailleurs, le « pic pétrolier », le réchauffement climatique et plus généralement la pré-occupation environnementale vont générer des reconfigurations territoriales entraînant ici la décroissance d'une mégalopole, là une réorganisation des mobilités. Nos lieux de vie deviendront au mieux des ensembles paysagers et au pire des îlots ségrégués...

Vous êtes favorable à un « urbanisme chronotopique », de quoi s'agit-il ?

Notre société minutée – et bien souvent chronophage – qui vise à aller toujours plus vite se désynchronise de la chronobiologie, propre au monde vivant (et donc aux humains), qui a ses rythmes et provoque ainsi des pathologies (tensions, retards, attentes, stress...) qui se révèlent contraires au mieux-être et sont énergivores. La chronotopie est une des possibilités, parmi d'autres (la sieste, le congé sabbatique, la retraite à la carte, le temps de travail choisi, les maisons des Temps...), pour contrer l'extension du domaine de la vitesse et redonner du sens au temps vécu. Il s'agit, comme son nom le laisse entendre, d'associer toute intervention sur un lieu (*topos*) à partir de ses temporalités (*chronos*).

Concrètement, comment faudrait-il procéder ?

Partir d'une minutieuse observation temporelle, par exemple d'une place. Est-elle fréquentée pareillement le jour et la nuit, le dimanche et le mardi, le matin et le soir ou de façon continue, sur une partie de son périmètre ou l'ensemble, etc. ? Une cartographie de ses usages temporalisés permettra aux urbanistes de proposer plusieurs ménagements possibles, avec des revêtements, des plantations, un mobilier urbain, des éclairages, etc., à chaque fois spécialement conçus pour des horaires particuliers. Je dis « ménagements », et non pas « aménagements », du verbe « ménager », qui signifie « prendre soin », mais de qui ? Des gens, des lieux, et des choses... Qu'ont-ils en commun ? Un temps à partager. D'où la chronotopie.

Comment créer des milieux urbains sensoriels ?

En valorisant le déjà-là, c'est-à-dire les plantations, les courbes de niveau, les discontinuités bâties, les vides, les mouvements qui s'y déroulent, etc., et en y favorisant les marqueurs sensoriels que sont certains coloris, des sons particuliers, des senteurs locales, des luminosités spécifiques à telle saison, des textures de matériaux... Bien sûr, l'habitant pointe d'abord les désagréments (la pollution sonore est la nuisance numéro un, tant dans un appartement qu'au niveau d'un quartier) avant de repérer les richesses sensorielles d'un lieu, comme l'har-▶

► monisation des plantations entre celles de la municipalité et celles des jardins voisins. Notre regard est heureux dans la diversité des hauteurs et la palette colorée des crépis, or bien souvent la mode (mais qui la promeut ?) impose l'uniformité...

L'urbanisme participatif est-il pour demain ?

Comment la cyberdémocratie pourrait-elle s'organiser ?

Depuis 1789, la démocratie représentative domine avec ses partis politiques et ses politiciens à vie. Aussi, développer la démocratie participative exige de modifier nos habitudes, par exemple en rendant le vote obligatoire et ainsi comptabiliser le vote « blanc », attribuer aux immigrés présents dans une ville depuis cinq ans le droit de vote, baisser l'âge des électeurs à 12 ans pour les élections municipales... Les lois récentes (Chevènement, Voynet, Solidarité et Renouveau urbains) comportent un volet sur la participation ou la concertation. Ce qui fait défaut est une culture de la démocratie participative et des expérimentations locales (par exemple, élire le maire de sa commune de banlieue et le maire de Paris ou de l'intercommunalité). Il faut enseigner la politique dès l'école primaire, organiser des « classes de ville », au cours desquelles l'écolier découvre la citoyenneté, consacrer du temps à la vie associative, etc. La presse écrite et radio-télévisuelle doit investir davantage l'urbanisme, nous en sommes au degré zéro ! C'est là que la cyberdémocratie

joue un grand rôle de formation et de confrontation, pour cela il faut mettre en ligne, en temps réel, tous les débats et tous les documents officiels.

Le « fait urbain » est-il suffisamment reconnu en France ?

Oui et trop caricaturé : d'un côté les « vraies » villes et de l'autre l'affreux « périurbain » ! La situation est plus contrastée (un grand ensemble ne ressemble pas à un autre, de même une commune de banlieue n'est pas identique à une autre, etc.) et à dire vrai, aucun citoyen ne vit dans un seul territoire aux limites précises, mais dans plusieurs, qu'il ne perçoit pas de la même manière, d'autant que sa géographie affective est de plus en plus « réseautée » aux quatre coins du monde ! La diversité des situations urbaines rend caduque la « démocratie du sommeil » (je vote là où je dors) et appelle à une inventivité en matière de gouvernabilité avec un habitant/électeur davantage sollicité.

Vous êtes éditeur de la revue *Urbanisme*. Quels étaient vos objectifs initiaux en vous engageant dans cette voie ? Ont-ils été atteints ?

En juillet 1994, je deviens rédacteur en chef de cette publication. J'étais alors convaincu que la politique de la ville concernait toute la France urbanisée et pas seulement les « quartiers en difficulté » et que le ministère de la Ville se devait d'imaginer une écologie urbaine, et que pour cela il fallait provoquer un énorme remue-méninges

donc transformer le mensuel *Urbanisme*, réalisé par des journalistes, en une revue bimestrielle de culture générale sur la ville et l'urbain, avec des praticiens, des chercheurs, des élus, des militants de la cause urbaine, etc. J'ai réussi à faire se rencontrer des paysagistes, des architectes, des urbanistes, des concepteurs-lumières, des élus, représentants de l'administration centrale comme des collectivités territoriales, des intellectuels, des étudiants (il y a régulièrement un article d'un étudiant en master), des artistes (dont des photographes) tout en évitant de réaliser une revue franco-française en traduisant des articles et en invitant des collègues étrangers à y publier. Des regrets ? Plutôt, une déception, celle de ne pas être, en tant que revue généraliste, davantage lue !

Que peuvent apporter les Cahiers de la métropole bordelaise ?

De quoi alimenter le débat public ! Toute divulgation d'information, toute possibilité de se forger une opinion, toute écoute et tout échange sont de bonnes nouvelles pour la démocratie. Or, la ville et l'urbain ont à se doter d'un droit qui ne peut se déployer qu'à partir de connaissances partagées. Après, c'est à la liberté de chacun de se manifester, sachant que la liberté n'est pas un droit mais un devoir, comme disait Bernard Charbonneau !

//////////